

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 012 – du 16 mars au 23 mars 2023

ZOOM SUR : LIBAN – DÉGRADATION ACCÉLÉRÉE DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET DU CLIMAT SOCIAL

La conjoncture économique libanaise se dégrade depuis plusieurs semaines de manière accélérée. Elle laisse craindre une aggravation des paramètres macroéconomiques et une détérioration des conditions de vie élémentaires, qui pourraient provoquer à court terme une augmentation des tensions sociales voire sécuritaires.

L'effondrement exponentiel de la livre libanaise accroît les tensions sur le marché des changes parallèle et sur les liquidités en devises. Le taux de change informel a atteint 140 000 LBP/ 1 USD le 21 mars 2023 (avant de revenir osciller entre 100 000 et 110 000), alors qu'il s'élevait à 100 000 LBP / 1 USD la semaine précédente. Cette tendance de dépréciation résulte de l'augmentation importante de la base monétaire au cours des derniers mois, de la perte de confiance généralisée dans la monnaie libanaise et de la perte d'efficacité des instruments de politique monétaire pour réguler l'inflation et le change. De nombreux prix (restaurants, supermarchés) sont désormais libellés en dollars.

Les administrations publiques, dont les recettes sont libellées en livres et les salaires payés en livres, ne peuvent plus suivre le rythme de dépréciation et voient le pouvoir d'achat des fonctionnaires s'effondrer. Les services publics fondamentaux, tels que la santé et l'éducation, risquent d'être interrompus par des mouvements de grève. L'électricité publique reste extrêmement limitée (4-5h par jour) compte-tenu de l'absence de transferts budgétaires de l'État à Électricité du Liban (EDL) et au rationnement des devises par la Banque du Liban.

Les derniers services publics relativement fonctionnels entrent dans une phase critique. Les stations d'eau et d'assainissement, alimentées de manière instable et insuffisante en électricité, fonctionnent de façon très dégradée, ce qui implique des risques environnementaux, sanitaires et sociaux. Une coupure d'internet et de téléphonie n'est pas à exclure à très court terme car l'entreprise publique Ogero, unique fournisseur de bande passante, manque de liquidités pour acheter du fuel pour ses groupes électrogènes et répondre aux exigences salariales de ses employés.

L'effondrement de la valeur de la livre se traduit aussi par une augmentation rapide et continue des biens de première nécessité. Les tarifs de l'électricité, majorés en début d'année, figurent parmi les plus élevés au monde. Les prix de l'essence, du diesel et du gaz domestique, libellés en livres, sont désormais revalorisés deux fois par jour par le ministère de l'Énergie et indexés quasi-automatiquement sur le prix du baril de pétrole et le taux de change parallèle. Ils augmentent ainsi continuellement, ayant été multipliés par 80 depuis janvier 2021 (effet de la levée totale des subventions) et par 3,5 depuis septembre 2022 (effet de la dépréciation de la livre). Si l'augmentation des prix de produits alimentaires a encouragé la croissance du secteur agroalimentaire libanais, le Liban importe toujours environ 70 % de ses besoins (contre 86% avant 2019). Le prix des produits locaux est du reste dépendant du coût du transport et de l'importation de matières premières. Par ailleurs, le prix du pain, élément de base de l'alimentation au Liban, est soumis à un barème émis par le ministère de l'Économie, qui revoit de plus en plus fréquemment ce barème à la hausse. Enfin, la fixation quotidienne en livres des prix des médicaments constitue également un facteur de tensions récurrentes.

Service Économique Régional de Beyrouth



ÉGYPTE

1. RÉVISION DES OBJECTIFS DU PROJET DE BUDGET 2023-2024.

Lors d'une réunion avec le président Abdel Fattah El Sissi, le Ministre des Finances Mohamed Maait est revenu sur le projet de budget pour l'exercice 2023/24 (juillet à juin). Le ministère envisage un excédent primaire de 2,5 % contre une prévision de 2 % en décembre dernier. Il vise par ailleurs un déficit budgétaire de 6,4 % ainsi qu'une hausse des recettes et des dépenses de respectivement 31 % et 30,5 % en valeur. Ce budget, selon les déclarations du Ministre, reflèterait les effets négatifs de la crise actuelle, la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, le coût du paquet social de 190 Mds EGP (5,7 Mds EUR) et la poursuite du programme de réforme économique. Le déficit devrait se creuser pour atteindre 6,8 % du PIB durant l'exercice en cours, contre 6,1 % pour l'exercice 2021/22. Les dépenses comprennent une augmentation des salaires de 15 % (enveloppe de 470 Mds EGP, 14 Mds EUR), une augmentation du système de soutien, de subventions et d'avantages sociaux de 24 % et une augmentation des crédits d'investissement pour atteindre 512 Mds EGP (15,2 Mds EUR).

2. CHUTE DE 11% DE L'INDICE DE LA BOURSE ÉGYPTIENNE

La bourse égyptienne l'EGX30 a chuté de près de 11 % cette semaine, subissant une série de quatre jours de pertes à la suite de l'effondrement de trois banques aux Etats-Unis la semaine dernière, effaçant presque tous les gains de 2023. L'indice de référence a connu le 15 mars dernier sa plus forte baisse en une seule journée depuis trois ans. *Qalaa Holding* a subi les pertes les plus lourdes, perdant 14,9 %, suivi de près par *Sidi Kerir Petrochemicals* (-13,2 %), et *Heliopolis Housing and Development* (-13,1 %). Seules deux sociétés de l'EGX30 - *CIRA* et *Eastern Company* - ont terminé en hausse. Le gouvernement a reporté la vente de l'opérateur national de télécommunications *Telecom Egypt* en raison de la volatilité du marché déclenchée par les craintes concernant le secteur bancaire mondial.

3. SECTEUR MARITIME : SIGNATURE D'ACCORDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS PORTUAIRES.

Le hongkongais Hutchison Ports a formé un consortium avec le chinois Cosco et le français CMA-

CGM pour développer un terminal d'une capacité annuelle de 3,5 M EVP (*équivalent vingt pieds*) dans le port d'Ain Sokhna qui dispose actuellement d'une capacité de 1,75 M EVP. Dans le même temps, Hutchison Ports s'est associé avec l'italo-suisse MSC pour le développement d'un terminal d'une capacité de 1,5 M EVP au port de Dekheila, qui dispose déjà d'une capacité de 1 M EVP. Hutchinson Ports et ses partenaires pourraient investir conjointement jusqu'à 1,6 Md USD dans ces deux développements. L'autorité portuaire de la mer Rouge a signé un accord de concession d'une durée de 30 ans avec l'émirati Abu Dhabi Ports (ADP), qui se verra confier le développement et l'exploitation d'ici 2025 d'un terminal à conteneurs dans le port de Safaga qui dispose actuellement d'une capacité de traitement de 6,37 millions de tonnes par an. Le groupe portuaire émirati injecterait 200 M USD dans le terminal qui sera en mesure de traiter 5 millions de tonnes de vrac sec, 1 million de tonnes de vrac liquide, 450 000 EVP de marchandises conteneurisées ainsi que 50 000 unités équivalent voiture (UEC) de marchandises roulantes. Pour rappel, le gouvernement égyptien fait du développement de sa façade maritime et de ses ports une priorité pour permettre à l'Égypte d'augmenter ses exportations et faciliter sa meilleure intégration aux chaînes de valeur régionales.

4. NOUVEAUX INVESTISSEMENTS CHINOIS DANS LA ZONE ÉCONOMIQUE DU CANAL DE SUEZ.

Le groupe chinois Jushi, un des leaders mondiaux de la fibre de verre, vient d'inaugurer en présence du Premier Ministre Madbouly, une nouvelle ligne de production de fibre de verre pour un montant de 320 M USD. Cette ligne s'ajoute aux lignes de production existantes et porte le total des investissements de Jushi dans l'usine à 920 M USD, qui deviendra ainsi la quatrième plus grande usine du groupe dans le monde. Dans le même temps, l'égypto-chinois Fanyang Textile a inauguré une usine, dans laquelle le groupe a investi 60 M USD, qui fabriquera jusqu'à 30 000 tonnes de produits textiles par an, et qui devrait générer des revenus d'une valeur de 150 M USD par an.



IRAK

1. LA TURQUIE ACCROIT PROVISOIREMENT LE DÉBIT DU TIGRE À DESTINATION DE L'IRAK.

Le Président de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, et le Premier Ministre irakien, Mohammed Chia al-Soudani, ont annoncé lors d'une visite officielle de ce dernier à Ankara les 21 et 22 mars une augmentation du débit du Tigre à destination de l'Irak sur une période d'un mois. La gestion des eaux du Tigre (et de l'Euphrate) fait l'objet de tensions chroniques entre Turquie et Irak : l'Irak, pays en aval, accuse régulièrement son voisin du Nord de réduire le débit du fleuve en y construisant des barrages (notamment dans le cadre du *South Eastern Anatolia Project* lancé dans les années 1980 et visant à construire 22 barrages) – la construction de barrages sur les affluents du Tigre par l'Iran, à l'Est, est également dénoncée par Bagdad. À cette absence de coordination régionale – il n'existe aucun accord multilatéral entre les pays du bassin Tigre-Euphrate – s'ajoutent la mauvaise gestion de la ressource par l'Irak (notamment au niveau de l'irrigation) et les conséquences du changement climatique, entraînant des pénuries régulières d'eau dans le pays. Cette annonce traduit (i) la volonté du Premier Ministre de faire de l'eau, thème-clé de la Conférence de Bassora sur le changement climatique (cf. brèves du 16/03), un sujet majeur de son agenda politique, et (ii) la coopération renforcée entre Irak et Turquie, les deux pays ayant également discuté du projet de « Canal Sec » (ligne ferroviaire) entre le futur port d'Al-Fao et la Turquie (cf. brèves du 10/11/22), qualifié de « nouvelle route de la soie » par M. Erdoğan.

2. DÉCLARATION CONJOINTE UE-IRAK SUR DIVERS SUJETS DE COOPÉRATION.

L'Irak et l'Union européenne ont publié le 21 mars une [déclaration conjointe](#) sur le développement durable, la transition énergétique, la gouvernance, la connectivité régionale et la finance durable dans le cadre de leur accord de Partenariat et de Coopération datant de 2012. La déclaration met l'accent sur le développement économique, social et durable du pays. S'agissant de la question climatique, les deux parties s'accordent sur la nécessité de non seulement développer les énergies renouvelables et valoriser les ressources gazières du pays (les 12^{èmes} au monde) notamment en mettant fin au torchage, mais également de moderniser le

réseau électrique irakien, qui subit des pertes importantes. La déclaration mentionne également l'assistance de l'Union Européenne à l'aviation civile irakienne – une réunion a eu lieu à Dubaï le 17 mars entre l'*Iraq Civil Aviation Authority* et l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne. L'Union Européenne se dit aussi prête à aider l'Irak à développer son secteur privé, notamment via l'action de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et potentiellement de la Banque Européenne pour la Reconstruction et de Développement (BERD).

3. RELANCE DU PROJET DE LIAISON FERROVIAIRE IRAN-IRAK.

D'après le PDG d'*Islamic Republic of Iran Railways* (RAI), l'Iran et l'Irak se seraient mis d'accord pour relancer la construction de la liaison ferroviaire entre Salamchek (en Iran, à la frontière avec l'Irak) et Bassora. La liaison, qui implique seulement la construction d'un tronçon de 32 kilomètres et d'un pont sur la rivière Arvand, n'est toujours pas établie malgré un protocole d'entente signé en 2014 (puis à nouveau en janvier 2022) entre Téhéran et Bagdad. Le projet serait chiffré à environ 150 M USD et devrait selon la presse iranienne être financé par la Fondation Mostazafan, une « association caritative semi-publique ». Le projet faciliterait le commerce entre les deux voisins – l'Irak est le 2^{ème} importateur de l'Iran (derrière la Chine) et l'Iran le 4^{ème} exportateur en Irak – officiellement chiffré à plus de 10 Md USD (dont un quart de produits gaziers) mais probablement d'un montant supérieur en intégrant le commerce informel.

ISRAËL

1. EL AL DÉVELOPPE SON RÉSEAU.

El Al Airlines Ltd a signé une lettre d'intention pour exploiter trois vols hebdomadaires directs entre Tel-Aviv et Melbourne d'ici juin 2024. L'ouverture des espaces aériens saoudien et omanais aux compagnies aériennes israéliennes a raccourci le vol Tel-Aviv - Melbourne. Le lancement de vols directs vers l'Australie fait partie de la stratégie d'expansion post-Covid d'El Al qui se matérialise dès ce mois-ci par quatre nouvelles destinations : Tokyo, Dublin, Porto et Istanbul.



2. TRANSFERT DES EMPLOIS DE L'INDUSTRIE VERS LA CONSTRUCTION.

Le nombre d'offres d'emploi en Israël (entreprises de plus de cinq employés) était 136 000 en février 2023, 2 000 de moins en un mois. La réduction des postes vacants dans le secteur de la tech est significative et traduit la baisse de régime de ce secteur phare de l'économie israélienne. Il ne restait plus que 6 200 postes vacants en février 2023, 50% de moins qu'en décembre 2021. En revanche, la demande est croissante dans l'industrie de la construction où le nombre de postes vacants a crû de 12% depuis décembre 2021.

3. ISRAËL, L'ÉLECTRICITÉ ET LES KIBBOUTZ.

Teralight, entreprise israélienne développeur en énergies renouvelables et Sun'Agri, entreprise française leader en agri-voltaïque dynamique, viennent de signer un partenariat pour développer, en Israël, notamment dans les Kibboutz, l'implantation de panneaux photovoltaïques à double usage (production d'énergie et amélioration de la production). D'ici fin 2023 deux projets pilotes seront lancés. En Israël, la valorisation des terres agricoles dépend de la capacité à mettre en œuvre des projets efficaces de ce type.

4. REMISE EN QUESTION DU PLAN DE PÉAGE URBAIN DE TEL AVIV.

La loi sur le péage urbain a été gelée par la Ministre des Transports, Miri Regev, qui souhaiterait l'abroger. La loi prévoit la mise en place d'une taxe de circulation pour la région métropolitaine de Tel-Aviv. La mise en place du péage devait être effective en 2025. La Ministre a décidé de suspendre le processus d'appel d'offres malgré les objections du Ministère des Finances qui reste favorable à ce projet.

JORDANIE

1. FORTE HAUSSE DU TRAFIC AÉRIEN EN JANVIER 2023.

Selon Airport International Group (AIG), l'aéroport international Queen Alia (QAIA) a accueilli 676 628 passagers en janvier 2023, soit une augmentation de 70,9 % par rapport au mois de janvier 2022. QAIA a enregistré 6 020 mouvements d'avions, marquant une hausse de 30 % par rapport à janvier 2022. QAIA a également traité 4 760 tonnes de fret, soit 17,6 % de plus qu'en janvier 2022. Pour rappel, en 2022, le

trafic aérien restait un peu en deçà des niveaux prépandémiques - 2019 a été une année record en termes de fréquentation touristique - mais était bien meilleur qu'en 2021.

2. LANCEMENT DE LA STRATÉGIE NATIONALE DANS LE SECTEUR DE L'EAU.

Le gouvernement jordanien vient de présenter sa stratégie pour le secteur de l'eau pour les années 2023-2040. Le ministre de l'Eau et de l'Irrigation, Muhammad Al-Najjar, a expliqué que la stratégie décrivait les objectifs et les plans du gouvernement pour le secteur afin d'assurer la sécurité hydrique dans un contexte de rareté de l'eau, de croissance démographique et de changement climatique. La Jordanie a un besoin urgent de sources d'eau « non conventionnelles ». Le projet de dessalement et d'adduction d'eau d'Aqaba à Amman ainsi que le développement des capacités de traitement des eaux usées en vue de leur réutilisation dans l'agriculture sont ainsi des éléments essentiels de cette stratégie. La stratégie nationale de l'eau consacre aussi une partie sur la nécessité de réduire les pertes en accélérant la modernisation des systèmes et le remplacement des réseaux, ainsi que la recherche de sources d'eau durables. L'objectif est de réduire les pertes de 2 % par an pour les ramener à 25 % d'ici 2040 contre environ 50 % actuellement.

3. SIGNATURE DU 5^{ÈME} MOU ENTRE LE MOPIC ET L'AFD.

Zeina Toukan, Ministre du Plan et de la Coopération Internationale (MoPIC) et Marie-Hélène Loison, directrice générale adjointe de l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé le 5^{ème} *Memorandum of Understanding* (MoU) entre la France et la Jordanie pour les années 2023-2026. Ce MoU prévoit jusqu'à 912 M EUR de financement dont 650 M EUR sous forme de prêts souverains concessionnels (aide budgétaire et aide projet), jusqu'à 200 M EUR pour le secteur privé via Proparco et 62 M EUR en dons. Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie, et des Partenariats internationaux et Zeina Toukan ont affirmé leur intention de renforcer la coopération entre la France et la Jordanie dans de nombreux domaines, notamment l'accès à l'eau et l'assainissement, la lutte contre le changement climatique, le soutien à la cohésion sociale et à l'égalité entre les femmes et les hommes.



LIBAN

1. ANNONCE DE LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU TERMINAL À L'AÉROPORT DE BEYROUTH.

Le Ministère des Transports et des Travaux Publics a annoncé le 20 mars la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international de Beyrouth. Le terminal actuel, qui n'a pas été agrandi depuis 25 ans, peut théoriquement accueillir 6 millions de passagers par an. Il a cependant reçu 6,4 millions de voyageurs en 2022, après un pic de 8,8 millions en 2018. Le nouveau terminal sera en mesure d'accueillir 3,5 millions de passagers supplémentaires chaque année, et devrait créer plus de 500 emplois directs et 2 000 emplois indirects. L'objectif du nouveau terminal sera notamment d'attirer des compagnies aériennes *low-cost* (ainsi que des charters) et de promouvoir le tourisme tout au long de l'année. Le projet, dont le coût est estimé à 122 M USD, serait porté par la société LAT et devrait être terminé d'ici mars 2027.

2. LES ÉTATS-UNIS LANCENT UN FONDS POUR SOUTENIR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES AU LIBAN.

Le gouvernement des États-Unis a annoncé le lancement du Fonds de l'énergie solaire et renouvelable (SREF) afin de soutenir le financement des solutions d'énergie renouvelable au Liban. Le fonds sera créé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Initialement doté de 4 M USD, le fonds ambitionne d'atteindre 20 M USD de financement en attirant les investissements du secteur privé. Il devrait notamment permettre à des entreprises de financer l'installation de panneaux solaires grâce à des prêts avantageux, et ainsi réduire leur facture énergétique, soutenir leur viabilité financière et ainsi que les emplois de centaines de Libanais. Selon USAID, jusqu'à 25 PME bénéficieront du SREF au cours du premier cycle d'investissement.

SYRIE

1. L'UE LÈVE 1 MD€ POUR LA RECONSTRUCTION DE LA SYRIE APRÈS LE SÉISME.

Une conférence internationale s'est tenue à Bruxelles le 20 mars afin de répondre aux besoins humanitaires suite au tremblement de terre qui a frappé la Turquie et la Syrie en février. Au total, 7 Mds EUR ont été levés, dont 950 M EUR qui seront alloués à la Syrie. On compte parmi les donateurs la Commission européenne, les États-membres de l'UE, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD). Ce don, qui s'ajoute aux 75 M EUR déjà envoyés par la Commission en Syrie, ne représente néanmoins qu'une fraction des besoins du pays, estimés à 7,9 Mds USD par la Banque Mondiale. La prochaine conférence de Bruxelles sur l'avenir de la Syrie est prévue pour les 14 et 15 juillet 2023.

2. 500 000 TONNES DE BLÉ IMPORTÉS DE CRIMÉE EN 2022

Les importations syriennes de blé en provenance de Crimée (annexée par la Russie depuis 2014) ont été multipliées par 17 entre 2021 et 2022. Les autorités ukrainiennes ont à plusieurs reprises protesté contre ce qu'elles qualifient de vol du blé ukrainien, et considèrent que la production de blé de Crimée (environ 1,4 M tonne par an) suffit à peine à couvrir les besoins de la péninsule. La FAO évalue la production syrienne de blé à 1,1 M tonne par an, alors que les besoins sont estimés à 3 M tonnes.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES. POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION (AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH